

Mathieu Dubois et Renaud Meltz (dir.)

De part et d'autre du Danube

L'Allemagne, l'Autriche et les Balkans
de 1815 à nos jours

Mélanges en l'honneur
du professeur Jean-Paul Bled

ISBN de ce PDF :
979-10-231-0876-7



ISBN des tirés à part :

CRM72 · De part et d'autre du Danube (PDF complet)	979-10-231-0865-1
CRM72 · Introduction. Jean-Paul Bled, historien des Mondes germaniques en Sorbonne · Rainer Hudemann	979-10-231-2674-7
CRM72 · I.1 L'idée slave et les Croates au XIX ^e siècle · Edi Miloš	979-10-231-0866-8
CRM72 · I.1 Un grand acteur oublié de la scène autrichienne : le comte Anton von Prokesch-Osten · André Reszler	979-10-231-0867-5
CRM72 · I.1 La Bosnie-Herzégovine entre l'Autriche et la Hongrie (1878-1914) · Philippe Gelez	979-10-231-0868-2
CRM72 · I.1 L'action politique de l'Autriche-Hongrie chez les Albanais dans le <i>Vilayet</i> du Kosovo (Une analyse française de 1902) · Dušan T. Bataković	979-10-231-0869-9
CRM72 · I.1 Les officiers-conjurés serbes : 1903-1914. Programme et convictions politiques · Vojislav Pavlović	979-10-231-0870-5
CRM72 · I.1 Montenegro and the Central Powers 1915-16 · Lothar Höbelt	979-10-231-0871-2
CRM72 · I.2 Influences diplomatiques, cultures et mémoire dans un espace en recomposition au XX ^e siècle · Jean-Noël Grandhomme	979-10-231-0872-9
CRM72 · I.2 Les répertoires français, allemand et autrichien sur les grandes scènes roumaines. Le cosmopolitisme d'une culture nationale (1919-1940) · Georgiana Medrea	979-10-231-0873-6
CRM72 · I.2 Aspects de la Résistance française en Roumanie après 1940. Diplomates, enseignants et écrivains · Ana-Maria Stan	979-10-231-0874-3
CRM72 · I.2 François-Joseph en Hongrie : un lieu de mémoire ? · Catherine Horel	979-10-231-0875-0
CRM72 · II.1 Naissance de la germanophobie française ? L'opinion publique et la crise de 1840 · Renaud Meltz	979-10-231-0876-7
CRM72 · II.1 Bismarck et l'Europe. De la mission Alvensleben à la mission Radowitz · Stéphanie Burgaud	979-10-231-0877-4
CRM72 · II.2 Un génie de la prévision : Jacques Bainville dans <i>Les Conséquences politiques de la paix</i> · Zoltan Bécsi	979-10-231-0878-1
CRM72 · II.2 L'Allemagne de Martin Heidegger, ou le patriotisme d'un philosophe apolitique (1889-1933) · Guillaume Payen	979-10-231-0879-8
CRM72 · II.2 Du poids de l'intérêt matériel dans l'adhésion au nazisme. Réflexions autour des thèses de Götz Aly, à travers le cas de la politique d'aide sociale de la SS · David Gallo	979-10-231-0880-4
CRM72 · II.2 Julius Berger (1862-1943) : un entrepreneur allemand et la France · Dominique Barjot	979-10-231-0881-1
CRM72 · II.3 La RFA et les premières communautés européennes · Christophe Réveillard	979-10-231-0882-8
CRM72 · II.3 L'Allemagne et de Gaulle : l'approche de Willy Brandt · Benedikt Schoenborn	979-10-231-0883-5
CRM72 · II.3 Les partis politiques au défi de « 68 » en RFA et en France · Mathieu Dubois	979-10-231-0884-2
CRM72 · Entretien avec Jean-Paul Bled	979-10-231-0885-9
CRM72 · Portrait de Jean-Paul Bled · par Emmanuel Leroy Ladurie	979-10-231-2675-4
CRM72 · Bibliographie de Jean-Paul Bled	979-10-231-2676-1

DE PART ET D'AUTRE DU DANUBE

collection dirigée par Dominique Barjot & Lucien Bély

Dernières parutions

- Introduction aux discours coloniaux*
Norbert Dodille
- « *C'est moy que je peins* ». *Figures de soi à l'automne de la Renaissance*
Marie-Clarté Lagrée
- Des saints d'État ? Politique et sainteté au temps du concile de Trente*
Florence Buttay
& Axelle Guillausseau (dir.)
- Représenter le Roi ou la Nation ? Les parlementaires dans la diplomatie anglaise*
Stéphane Jettot
- L'Union du Trône et de l'Autel ? Politique et religion sous la Restauration*
Mathieu Brejon de Lavergnée
& Olivier Tort (dir.)
- Pierre Chaunu, historien*
Jean-Pierre Bardet, Denis Crouzet et Annie Molinié-Bertrand (dir.)
- Les Frères d'Eichtal. Gustave, saint-simonien et Adolphe, financier pionnier des chemins de fer*
Hervé Le Bret
- L'Entreprise et sa mémoire. Mélanges en l'honneur de Maurice Hamon*
Didier Bondue (dir.)
- La Faveur et la Gloire. Le maréchal de Bassompierre mémorialiste (1579-1646)*
Mathieu Lemoine
- Chrétiens et Ottomans de Malte et d'ailleurs*
Alain Blondy
- Le Corps des esclaves de l'île Bourbon. Histoire d'une conquête*
Prosper Ève
- Les Maîtres du comptoir : Desgrand père & fils. Réseaux du négoce et révolutions commerciales (1720-1878)*
Jean-François Klein
- Frontières religieuses dans le monde moderne*
Francisco Bethencourt
& Denis Crouzet (dir.)
- La Politique de l'histoire en Italie. Arts et pratiques du réemploi (xive-xiive siècle)*
Caroline Callard, Élisabeth Crouzet-Pavan & Alain Tallon (dir.)
- Les Habsbourg et l'argent. De la Renaissance aux Lumières*
Jean Bérenger
- Cités humanistes, cités politiques (1400-1600)*
Denis Crouzet, Élisabeth Crouzet-Pavan & Philippe Desan (dir.)
- Histoire du multilatéralisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*
Régine Perron
- Aluminium. Du métal de luxe au métal de masse (xixe-xxie siècle)*
From precious metal to mass commodity (19th-21st century)
Dominique Barjot
& Marco Bertilorenzi (dir.)
- Les Stratégies de l'échec. Enquêtes sur l'action politique à l'époque moderne*
Marie Barral-Baron, Marie-Clarté Lagrée & Mathieu Lemoine (dir.)
- Partager le monde. Rivalités impériales franco-anglaises (1748-1756)*
François Ternat

Mathieu Dubois & Renaud Meltz (dir.)

De part et d'autre du Danube

L'Allemagne, l'Autriche et les Balkans,
de 1815 à nos jours

Mélanges en l'honneur du professeur Jean-Paul Bled



Ouvrage publié avec le concours de l'UMR 8596 Centre Roland Mousnier,
et du Conseil scientifique de l'université Paris-Sorbonne

Les PUPS, désormais SUP, sont un service général
de la faculté des Lettres de Sorbonne Université

© Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2015
ISBN de l'édition papier : 978-2-84050-997-4

Mise en page : Emmanuel Marc DUBOIS, Issigeac
d'après le graphisme de Patrick VAN DIEREN

Version numériques et tirés-à-part :
© Sorbonne Université Presses, 2022
Adaptation numérique : Emmanuel Marc Dubois/3d2s

SUP

Maison de la Recherche
Sorbonne Université
28, rue Serpente
75006 Paris

sup@sorbonne-universite.fr

sup.sorbonne-universite.fr

SECONDE PARTIE

**L'Allemagne de Jean-Paul Bled :
de la Confédération germanique
à la République de Berlin**

L'Allemagne face au Concert européen
(1815-1918)

NAISSANCE DE LA GERMANOPHOBIE FRANÇAISE ?
L'OPINION PUBLIQUE ET LA CRISE DE 1840

Renaud Meltz

Londres fut le foyer d'un incendie qui embrasa les esprits européens pendant l'été 1840, à propos de ce qu'il était convenu d'appeler la Question d'Orient. Le 15 juillet 1840, dans la capitale britannique, l'habile Palmerston obtint des anciens alliés coalisés contre la France impériale, la signature d'un traité avec l'Empire ottoman. Le texte arbitrait en faveur du sultan le conflit qui l'opposait à son ambitieux vassal, le vice-roi d'Égypte Méhémet-Ali¹. Un an plus tôt, à la bataille de Nezib, le 24 juin 1839, Méhémet-Ali avait prouvé la supériorité de ses armes et sa capacité à soustraire durablement la Syrie à l'Empire ottoman, voire à menacer l'existence de la Sublime Porte, au détriment de l'équilibre européen.

En dépit de l'Entente cordiale entre les monarchies libérales, les Puissances avaient tenu Paris à l'écart de leur convention qui attribuait la Syrie à Constantinople. La doctrine de non-intervention dans les affaires d'un pays tiers, défendue généralement par la France et la Grande-Bretagne libérales, avait été récusée par Londres, inquiet que l'affaiblissement de l'Empire ottoman profitât à Paris ou Saint-Petersbourg. À Londres, en 1840, les Français étaient écartés du Concert européen, comme ils l'avaient été en 1815, à Vienne, au lendemain des Cent Jours.

L'Entente cordiale subissait un sérieux accroc². Pourtant, l'acrimonie française ne visa pas seulement la Grande-Bretagne : la France, humiliée par le règlement de la Question d'Orient, chercha une compensation sur le Continent. Ses ambitions méditerranéennes contrecarrées par les Puissances, les traités de 1815 semblaient contrevenir plus que jamais à ses « frontières naturelles ».

1 Sur cet administrateur et homme de guerre d'origine albanaise (1769-1849), qui s'éleva au rang de vice-roi d'Égypte puis s'émancipa du sultan, et les prolégomènes à la crise d'Orient, voir Eugène Rogan, *Histoire des Arabes, de 1500 à nos jours*, Paris, Perrin, 2012, et la thèse de Jérôme Louis, *La Monarchie de Juillet et la question d'Orient*, soutenue sous la direction de Jean Tulard et Jacques-Olivier Boudon à l'EPHE en 2004.

2 Pour l'aspect franco-britannique de la question, je me permets de renvoyer à Renaud Meltz, « Vers une diplomatie des peuples ? L'opinion publique et les crises franco-anglaises des années 1840 », *Histoire, économie, société*, 2/2014, « Morale et diplomatie au XIX^e siècle », juin 2014.

La vindicte française cibra Vienne et Berlin, autant que Londres, et le Rhin devint l'horizon où porter un désir de revanche. Les patriotes français espéraient trouver en Allemagne un terrain favorable pour propager leurs discours et leurs actes révolutionnaires. Cet article se propose d'explorer cette espérance, dont la déception nourrit une germanophobie française naissante.

Sans minimiser les antagonismes nés des guerres révolutionnaires, la crise de 1840 marque probablement le véritable acte de naissance en France de la germanophobie moderne, en France. Naissance décalée de près d'un demi-siècle avec l'invention du sentiment national allemand, construit dans le rejet de l'Empire napoléonien. Depuis le congrès de Vienne, la nationalité allemande n'avait pas cessé d'évoluer à distance du modèle politique de la citoyenneté française ; nationalisme et libéralisme divergeaient tendanciellement. Même dans les parties occidentales et méridionales de la Confédération germanique, qui avaient connu le Code civil napoléonien, l'attachement aux libertés héritées de la présence française et l'exaspération du sentiment national se développaient dans un rapport complexe, mais plus étroit que jamais, avec la Prusse et l'Autriche. Certes, les puissances conservatrices réprimaient les revendications libérales et nationales allemandes ; mais elles constituaient aussi un rempart contre les inquiétantes prétentions révisionnistes de la monarchie de Juillet³. En 1831, puis en 1832, l'intervention des troupes françaises n'avait-elle pas décousu un pan du traité de Vienne, en permettant l'émancipation de la Belgique ? Certes, le gouvernement français n'avait pas répondu aux appels à annexer la Belgique, ni à recouvrer les frontières du Rhin. Casimir Périer avait rafraîchi les aspirations des patriotes français et étrangers : « nous ne concédons à aucun peuple le droit de nous forcer à combattre pour sa cause, et le sang des Français n'appartient qu'à la France⁴ ». Restait le désir de libérer les patriotes allemands de leurs chaînes, étroitement lié à l'ambition d'agrandir la France, au-delà des limites que les Puissances lui avaient assignées en 1815.

Les gesticulations françaises et la susceptibilité allemande à ces rodomontades ne sont pas nées *ex nihilo*, dans l'explosion de l'été 1840. Les questions polonaises et italiennes offraient depuis 1830 de nombreuses occasions de blâmer les Puissances d'Europe centrale. En Orient, la crise couvait depuis longtemps, depuis la guerre de libération grecque, à vrai dire, conclue par l'intervention franco-anglaise, qui avait porté un coup fatal à la flotte ottomane, en 1827. La bataille de Navarin avait dévoilé et aggravé la faiblesse de l'Empire ottoman

3 Philippe Sagnac, « La crise de l'Occident et la question du Rhin. Essai sur l'esprit public en France et en Allemagne, 1830-1840 », *Revue des études napoléoniennes*, n° 16 et 17, 1919 et 1920.

4 Déclaration à la Chambre du 31 mars 1831, citée par Laurent Theis, *Histoire de la diplomatie française*, Paris, Perrin, 2005, p. 540.

et les déséquilibres de la mécanique européenne. La France tirait partie de ces nouveaux rapports de force en soutenant les ambitions de Méhémét-Ali.

La contestation française des traités de 1815 visait périodiquement le Rhin. En janvier 1840, le représentant de la France à Munich mesurait la tension entre les proclamations libératoires des Français et les inquiétudes allemandes :

Les discours prononcés dans nos Chambres, et dans lesquels plusieurs de nos orateurs parlaient de reconquérir les frontières du Rhin, avaient soulevé de toutes parts les susceptibilités allemandes et le patriotisme germanique. [...] Plusieurs articles de journaux, empreints d'une grande amertume, avaient même opposé à cette revendication des frontières du Rhin les bizarres prétentions de l'Allemagne sur l'Alsace, la Lorraine et la Franche-Comté. Toutes les gazettes allemandes avaient été d'accord sur ce point⁵.

L'explosion de mécontentement bravache, anti-britannique et germanophobe, prit toutefois une ampleur inédite, à l'annonce du traité du 15 juillet 1840. Les ouvrages qui traitent de la crise franco-allemande de 1840 résument en général l'embrasement des opinions au duel des poètes qui en ont été les hérauts respectifs. D'un côté, Nicolas Becker, l'anonyme greffier du tribunal de Bonn, que *Le Rhin allemand* propulsa brutalement à une célébrité comparable à celle de son illustre adversaire poétique, Alfred de Musset, qui répondit de son côté par les vers que l'on sait : « Nous l'avons eu, votre Rhin allemand / Où le père a passé, passera bien l'enfant ».

Au lendemain de la Grande Guerre, Philippe Sagnac a posé la question de ce qu'il appelait, encore imprégné de la terminologie de la monarchie de Juillet, « l'esprit public⁶ ». Mais l'opinion semblait aux historiens une pulsion qu'il était inutile de documenter systématiquement : elle était ramenée à des élans irrationnels ou des idéologies partisans, mécaniquement déployées. Avec des accents encore pré-démocratiques, on opposait volontiers la raison des décideurs à l'irresponsabilité de l'opinion. Le vicomte de Guichen, dans sa monographie sur la crise orientale, parue en 1921, opposait la sagesse du gouvernement français à la déraison d'une « une opinion publique favorable à une cause chevaleresque⁷ ». Après-guerre, Henry-Thierry Deschamps a renouvelé l'historiographie avec son chef-d'œuvre d'érudition, qui considérait l'opinion française face à la Belgique, à l'occasion de la crise de 1840. L'étude systématique de la presse parisienne et du Nord de la France manifestait que les opinions extrêmes étaient surreprésentées dans les journaux ; même le pacifisme

5 Cité par Anna Owsinska, *La Politique de la France envers l'Allemagne à l'époque de la monarchie de Juillet, 1839-1848*, Wrocław, Zakład narodowy im. Ossolińskich, 1974, p. 40.

6 Ph. Sagnac, « La crise de l'Occident et la question du Rhin », art. cit.

7 Vicomte de Guichen, *La Crise d'Orient de 1839 à 1841 et l'Europe*, Paris, Émile-Paul, 1921, p. VII.

supposé de la presse gouvernementale versait dans un extrémisme belliciste⁸. L'auteur en déduisait sévèrement l'incapacité de l'opinion publique à se saisir de questions internationales sans tomber dans les antagonismes nationaux. Il est vrai que les réflexions théoriques faisaient encore défaut, du côté de l'histoire des relations internationales, pour identifier cette espèce de dissonance cognitive qui permet à l'opinion de se démultiplier, entre ses manifestations d'exaspération, lors d'une crise, et ses croyances fondamentales, plus stables. Plus élaborée, plus inerte, cette opinion latente évolue cependant à l'occasion des crises qui nourrissent et altèrent les images que les peuples se font les uns des autres⁹.

C'est l'hypothèque qu'il faut lever en préalable, pour considérer l'influence de l'opinion française dans la crise de 1840 et comprendre son inflexion anti-germanique : dans quelle mesure peut-on parler d'opinion publique dans cette époque immédiatement antérieure à la naissance d'une culture de masse, alors que le pays légal se réduisait à quelques 200 000 personnes et que la circulation de la presse, quoiqu'en plein essor, était bornée par les limites de l'instruction (la moitié de la population était alphabétisée) et des moyens économiques du public (quelque 100 000 abonnés à un journal) ?

L'objet de cet article est de montrer que la flambée de colère, exprimée dans la presse et les lieux publics, a donné à l'opinion publique française une conscience inédite d'elle-même, de son existence et de son poids, dans les relations internationales.

Les dirigeants ont joué de cette opinion, tout en appartenant eux-mêmes au tissu conjonctif qui fait la trame et unifie la réalité évanescence de l'opinion publique, par-delà ses variations idéologiques ou sociales.

Pourtant, la crise alimenta le décalage entre l'opinion et les dirigeants français ; ces derniers encouragèrent l'expression du mécontentement du public contre le traité de Londres, avant de désertir le terrain du discours belliqueux. Pas de quoi convaincre l'opinion de la capacité de la monarchie de Juillet de remettre en cause l'ordre de 1815.

8 Henry-Thierry Deschamps, *La Belgique devant la France de Juillet : l'opinion et l'attitude françaises de 1839 à 1848*, Paris, Les Belles lettres, 1956, p. 65.

9 Pierre Milza, « Opinion publique et politique étrangère », dans *Opinion publique et politique extérieure*, Milan/Rome, Università di Milano/École française de Rome, 1981, t. 1, 1870-1915, p. 663-687.

L'OPINION PUBLIQUE FRANÇAISE SE SAISIT DE LA QUESTION ORIENTALE ET SOUHAITE
SUSCITER UNE OPINION EUROPÉENNE EN FAVEUR DE SES CONCEPTIONS LIBÉRALES

La crise de 1840 a vu se déployer ce que les politistes appellent une opinion publique sur l'international (OPSI)¹⁰. Elle ne se manifestait pas pour la première fois en 1840, mais elle s'institua de façon décisive dans cette longue excitation contre l'Angleterre et les puissances germaniques, dans une campagne de presse inédite par son ampleur, sa continuité et le nombre de titres concernés, de la fin juillet à la fin du mois d'octobre 1840, lorsque Guizot remplaça Thiers aux affaires. La crise, européenne, donne aussi l'occasion de sonder les prolégomènes d'une opinion publique internationale (OPI). Aussi ténue soit sa réalité sociale, limitée par la faiblesse de l'espace public européen, l'opinion publique française comptait sur cette OPI pour faire droit à ses revendications ; cela suffit à la faire exister dans le domaine des discours et des représentations.

Car l'opinion publique est d'abord une réalité discursive chez ceux qui s'en réclament pour fonder leur légitimité, ou prétendre la faire, dans la France de la monarchie de Juillet. Ce discours est porté par au moins trois institutions : l'exécutif, le législatif et la presse, laquelle s'adosse à des discours savants, qui promeuvent la publicité des débats en matière de politique étrangère.

En ce qui concerne le discours d'État, les politistes, comme Dominique Reynié, considèrent que l'État a favorisé l'avènement d'une opinion publique pour mieux interdire au peuple de manifester dans les lieux publics¹¹. Ce qui n'est pas contradictoire avec l'analyse des historiens, qui voient dans la pratique du contrôle des esprits la preuve d'une méfiance à l'égard de l'opinion publique¹². Fractionnée, irrationnelle, dangereuse, l'opinion exige que l'on mette en place des pratiques de surveillance : l'opinion publique est un moindre mal, pour légitimer un État représentatif sans le déstabiliser, que le peuple manifestant dans la rue.

Les Chambres de l'État libéral, à défaut d'être élues par l'ensemble du peuple, portaient également un discours sur l'opinion publique : elle prétendaient faire droit à ses préoccupations, y compris sur les questions internationales.

Entre dire et faire l'opinion, la presse tenait le discours le plus bavard sur la question, et sa propre légitimité à représenter l'opinion. La presse d'opposition consacrait une large partie de ses colonnes à tenir un discours sur l'identification de l'opinion publique à ses thèses, contre le pays légal. Autrement dit, la presse

10 Bertrand Badie, *Le Diplomate et l'Intrus. L'entrée des sociétés dans l'arène internationale*, Paris, Fayard, 2008.

11 Dominique Reynié, *Le Triomphe de l'opinion publique. L'espace public français du xvi^e au xx^e siècle*, Paris, Odile Jacob, 1998.

12 Pierre Karila-Cohen, *L'État des esprits. L'invention de l'enquête politique en France (1814-1848)*, Rennes, PUR, 2008. L'enquête se limite aux questions domestiques.

serait le peuple verbalisé. Quant au reproche d'éclatement de l'opinion, dans les questions de politique étrangère, la presse soutient qu'il n'y a plus, en matière d'opinion publique, d'esprit de parti, mais une opinion unanime. Les journaux gouvernementaux, de leur côté, espèrent modeler le public, en l'informant de leurs vues.

L'exigence de publicité des affaires étrangères conférant un poids à l'opinion dans l'élaboration d'une politique extérieure se construit sur des discours théoriques. Du côté français, il s'agit moins d'un discours normatif, que d'un constat : Pierre-Louis Roederer a théorisé l'importance croissante de l'opinion dans la vie politique, et élaboré des instruments pour mesurer cette opinion au bénéfice de Napoléon. Guizot, dans son opposition à la Restauration, et à la peine de mort pour des motifs politiques, constatait que la source de l'autorité était désormais répandue dans le public ; il souhaitait d'ailleurs moins en convaincre le pouvoir que « le public » pour « établir dans l'opinion ce qui ne pénétrera que si tard dans les faits »¹³.

168

Sur le plan normatif, les réflexions les plus ambitieuses arrivent d'abord d'outre-Manche. En 1839, la traduction française du *Plan d'une paix universelle et perpétuelle* que Jeremy Bentham avait écrit en 1789 met en discussion la nécessité d'une publicité des débats et des traités, en matière de relations internationales, pour fonder la paix. Le projet de Bentham repose sur la création d'une Diète ou Tribunal de la paix, réunissant les représentants des États ; ses « opinions » prendraient force de loi par leur seule publicité, pourvu, précisait le penseur anglais, que la liberté de la presse soit garantie dans l'ensemble des États¹⁴. Sans que l'on sache s'il faille établir de relation de causalité, Victor Considerant publie l'année suivante un ouvrage qui appelle à la création d'un « Congrès d'Unité », pour stabiliser l'équilibre européen né des traités de 1815 et de la pratique des congrès, politique d'amitié entre les peuples pour laquelle la France se connaît un vocation particulière : « la *Politique de l'Humanité* est la vraie *Politique nationale* de la France¹⁵ ».

S'il est difficile d'évaluer l'écho trouvé par ce texte en France, l'OPSI française ne relevait pas seulement d'une réalité discursive, mais aussi d'une réalité sociale, capable de se déployer grâce aux nouveaux moyens techniques de communication et d'information.

13 Pour Roederer, voir Lucien Jaume, *Échec au libéralisme, Les jacobins et l'État*, Paris, Kimé, 1990, avec de larges extraits du texte de Pierre-Louis Roederer, *Du gouvernement représentatif* ; pour François Guizot, *De la peine de mort en matière politique*, Paris, Béchét, 1822, p. V, voir Pierre Manent, *Histoire intellectuelle du libéralisme*, Paris, Hachette, 1987, p. 203.

14 Julien Cazala, « Jeremy Bentham et le droit international », *Revue générale de droit international public*, 2005, n° 2, p. 363-387.

15 Victor Considerant, *De la politique générale et du rôle que la France joue en Europe*, Paris, Perrotin, 1840, p. 74.

La réalité sociale de l'opinion publique a suscité une abondante littérature depuis l'ouvrage fondateur d'Habermas, *L'Espace public*, publié en 1962. Sans entrer dans la controverse, on ne peut contester la politisation nouvelle de la société française, grâce aux débats des Chambres, ni l'existence d'un nombre inédit de lecteurs de journaux, sous la monarchie de Juillet, la presse faisant une large place aux affaires étrangères. En dépit de leur imparfaite représentativité, les Chambres contribuaient à la formation d'un espace public intéressé aux questions internationales, qui suscitaient la plus grande animation des débats et provoquaient la plus grande affluence des députés¹⁶. Des phénomènes de vases communicants valident l'hypothèse d'une efficacité sociale des débats parlementaires : pendant la crise de 1840, la Préfecture de Police observe que les esprits se calment avec la convocation des Chambres¹⁷. Quant à la dénonciation de la discussion publique des affaires étrangères, elle devient un lieu commun, chez les doctrinaires, de Rémusat à Broglie : les dirigeants adhèrent clairement à la thèse d'une réalité sociale de l'opinion publique¹⁸.

Elle repose sur une dilatation sans précédent de l'espace public. Sur le plan médiatique, la monarchie de Juillet correspond à une croissance rapide du nombre de titres de journaux (quelque 230), de leurs tirages (148 000 exemplaires cumulés), de leurs abonnés et lecteurs, grâce à des circuits peu visibles de diffusion, tels que les cabinets de lecture ou les cafés. La rumeur, de surcroît, dessine un espace public plus large que celui formé par le cercle essentiellement urbain des lecteurs de la presse. Si les journaux patriotes et légitimistes, extrêmes dans leur hostilité au gouvernement, montrent un reflet déformé des sentiments belliqueux de l'ensemble du public pendant la crise d'Orient, le préfet de police donne à voir des signes d'émotion populaire dans un public plus large que celui des lecteurs de cette presse. La surveillance policière offre à l'historien une revue des lieux où s'élabore cette rumeur publique. Le 19 octobre 1840, au paroxysme de la crise :

hier, on a demandé à plusieurs reprises *La Marseillaise* dans tous les théâtres, et le parterre et le paradis de répéter l'air exécuté par l'orchestre ; ce soir encore on remarquait dans les rues de nombreux groupes d'ouvriers et d'étudiants chantant le même air [...] et tenant de mauvais propos¹⁹.

16 Louis Girard, William Serman, Édouard Cadet, Rémi Gossez, *La Chambre des Députés en 1837-1839*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1976, p. 152.

17 AN, F7 3890.

18 Charles de Rémusat, *Mémoires de ma vie*, présentés et annotés par Charles H. Pouthas, Paris, Plon, 5 vol., t. 4, 1962, p. 54. Voir Laurent Theis, *Histoire de la diplomatie française*, Paris, Perrin, 2005, p. 548 pour l'hostilité de Broglie.

19 AN, F7 3890, le 19 octobre 1840.

La presse, elle-même, déborde le registre du discours, en donnant à voire les objets qui matérialisent l'émotion publique pendant la crise d'Orient. *Le National* se réjouit des figurines qui popularisent ses thèses :

Il vient de paraître chez les marchands de curiosités une caricature politique en plâtre, à laquelle les circonstances assurent un grand succès. Une espèce de géant à quatre têtes : anglaise, autrichienne, cosaque et prussienne, recule avec effroi devant un petit fantassin de la ligne qui croise énergiquement sa baïonnette contre le monstre *quadricéphale* en criant : *à moi France!* Ce groupe est composé avec infiniment d'esprit et attire la foule qui, dans ses commentaires, n'épargne pas les signataires du traité de Londres²⁰.

170 On trouve un écho de cette émotion publique dans les correspondances privées ; Alfred de Musset mêle aux récits de ses conquêtes amoureuses celui de l'émotion collective du moment. Quelques mois avant de publier *Le Rhin allemand*, le poète se situe dans le ton des manifestations de l'opinion publique en croyant qu'elle doit et peut peser dans le jeu diplomatique : « J'oubliais de vous parler de la Question d'Orient. Vous savez qu'on a chanté *La Marseillaise* à l'Opéra. C'est une démonstration hardie mais vigoureuse. Il est à croire que cela donnera à réfléchir aux quatre puissances²¹ ».

L'OPSI se manifeste sous bien d'autres formes sociales, encore, de prises de parole : les bulletins de partis, les pétitions envoyées aux Chambres ou au roi qui permettent aux populations écartées du suffrage de s'exprimer, les manifestes, les souscriptions populaires, les banquets, « cette solennelle manifestation de l'opinion publique » selon la presse d'opposition. Et puis les paroles de chanson, les manifestations spontanées, au théâtre, dans la rue, ou les fluctuations de la Bourse, indices de l'évaluation collective de la probabilité de guerre, tout cela qui donne du crédit à la thèse d'une réalité sociale de l'OPSI française²².

Qu'en est-il, enfin, de l'existence d'une OPI ? L'opinion française, lors de la crise de 1840, s'abstrait-elle d'une logique nationale pour considérer le problème selon une logique transnationale ? Existe-t-il des fractions d'opinions nationales qui sympathisent lors de la crise, et préfèrent une logique idéologique, voire religieuse, à la logique nationale ? Une double impulsion,

20 *Le National*, 2 septembre 1840.

21 Léon Séché, *La Jeunesse dorée sous Louis-Philippe : Alfred de Musset, de Musard à la reine Pomaré, la Présidente*, Paris, Mercure de France, 1910, p. 337, lettre du 4 octobre 1840.

22 Le 11 septembre 1840, par exemple, l'ambassade britannique à Paris considère que le péril d'une guerre augmente parce que « la Bourse a chuté ces derniers jours de 10 ou 11 % [...]. L'état de la Bourse est en général un si bon indicateur de ce qui se passe dans le Conseil, qu'il n'est pas tout à fait impossible que le Président ait en vue un "coup d'éclat" dont il est capable » (Public Record Office, Foreign Office 27, 605, dépêche du 11 septembre 1840).

de la presse d'opposition, et du gouvernement, cherche à susciter un tel mouvement d'opinion. Pour la première fois, peut-être, depuis la propagande révolutionnaire, la crise de 1840 conduit les dirigeants français à contrebalancer la coalition des Puissances en jouant de la crainte du peuple en armes, mais aussi à susciter une OPI qui arbitrerait le différend européen en faveur de la France. Le cabinet de Thiers espère des opinions publiques du Nord de l'Europe qu'elles pèsent contre leurs propres gouvernements et se rallient à l'étendard tricolore. *Le Temps*, journal gouvernemental proche de Thiers, tout en soutenant que l'opinion française est assez forte pour affronter le péril de guerre, considère que « la France est influente et redoutable, parce qu'elle est généreuse et désintéressée » – comprendre, capable de susciter un mouvement d'opinion publique internationale en sa faveur²³.

Mais l'opinion n'est pas un outil parfaitement docile dans les mains du gouvernement. Thiers n'ignore pas qu'il manie une matière instable, susceptible de déborder la sphère virtuelle de l'espace public, pour devenir le peuple agissant, passant de la possibilité d'opiner à la capacité de s'insurger, contre le gouvernement français comme en direction des monarchies non représentatives. À vrai dire, on observe moins l'émergence d'une opinion publique internationale pendant la crise de 1840 que l'expression, très minoritaire, dans les franges démocratiques des sociétés européennes, d'un refus des peuples d'être opposés entre eux, consubstantiel au refus d'être privés, pour chacun d'entre eux, du droit de vote et de la possibilité de peser sur leur politique étrangère.

Le souhait d'une publicité des décisions se prolonge en exigence d'une démocratisation de la prise de décision. La politique étrangère, pour les démocrates, doit se conformer aux vœux du peuple et suppose, par conséquent, « de modifier la Charte, et d'enlever au pouvoir royal le droit exclusif qu'il possède aujourd'hui de faire les traités de paix et d'alliance » ainsi que le suffrage universel²⁴.

Les réformistes du « banquet de Châtillon », qui n'ont pas eu le droit de se réunir à Paris, en pleine crise d'Orient, entendaient rendre sensible, sur la place publique, l'opinion ignorée du peuple. La revendication du droit du peuple à décider de son sort, y compris en matière de politique étrangère, allait de paire avec une protestation contre le régime. La diplomatie des rois est injuste, ne serait-ce que parce qu'elle n'est que celle des rois, proteste l'un des orateurs. En bons héritiers de Kant et de son opuscule fondant la « paix perpétuelle » sur la généralisation d'un régime républicain (1795), la gauche républicaine souhaite

²³ Le 4 août 1840.

²⁴ *Le National*, 15 août 1840.

fonder la paix sur une démocratie universelle, obligeant à une diplomatie des peuples, forcément pacifique. Telle est la conclusion du *National* quand il relate le banquet de Chatillon :

[le peuple] a les traditions de gloire; il a de plus le sentiment de fraternité qui doit unir entre elles toutes les nations. Il veut la grandeur du pays; mais cette grandeur n'est pas pour lui l'esprit turbulent des conquêtes; cette grandeur, il la fonde sur une organisation à laquelle l'égalité préside à l'intérieur, que l'alliance démocratique assure et garantit au dehors²⁵.

172

Cette association pacifique des peuples industriels, au fondement de l'« Unité européenne », que le fouriériste Victor Considerant appelle de ses vœux dans *De la politique générale et du rôle que la France joue en Europe*, est favorablement accueillie par la presse de Thiers. *Le Temps* du 3 août 1840 publie une recension élogieuse de ses thèses, perçues comme le meilleur moyen de défendre pacifiquement les conceptions internationales de la France²⁶. De fait, Considerant assigne à la France le rôle prépondérant dans la construction de cette Europe des peuples, que les cabinets européens ne pourraient empêcher si « les dix principaux Journaux de la capitale » menaient une campagne de presse unanime pendant trois mois, en agitant la menace de « lâcher sur eux la Guerre et la Propagande²⁷ ».

La crise de 1840 permet de vérifier l'existence d'une opinion publique se saisissant des questions internationales, voire d'une OPI, prête à se muer en peuple insurgé dans le paroxysme de la tension internationale. Mais il faut la considérer avec un esprit de nuance quand elle se saisit d'un objet comme l'Allemagne, aussi éclaté dans son existence politique que dans les représentations et les espoirs qu'il anime en France.

LES DEUX ALLEMAGNES DE L'OPINION FRANÇAISE : AMIE DE LA LIBERTÉ FRANÇAISE OU GARANTE DE L'ORDRE EUROPÉEN

Il existe naturellement plusieurs Allemagne pour l'opinion française, en tant que réalités politiques distinctes, de l'Autriche la moins libérale aux États à vocation constitutionnelle de l'Ouest et du Sud. La Prusse tient une place

²⁵ *Le National*, 1^{er} septembre 1840.

²⁶ « Bien que le nom de M. Victor Considerant se trouve pour ainsi dire indissolublement lié aux progrès d'une théorie sociale à laquelle on peut sans injustice adresser quelques incriminations d'utopie, nous avouons n'avoir rien rencontré dans ce traité de politique générale qui ne portât le cachet d'une idée éminemment praticable et rationnelle ».

²⁷ V. Considerant, *De la politique générale et du rôle que la France joue en Europe*, op. cit., p. 107-108.

centrale, à tous points de vue, dans les représentations de l'opinion publique française : intermédiaire, sur l'échelle du libéralisme, et capitale, sur le plan géopolitique et militaire, dans l'hypothèse envisagée d'un affrontement, comme puissance rhénane²⁸.

Si la Prusse et l'Autriche, avec la Russie et l'Angleterre, reforment le glacis antifrançais de la Sainte-Alliance (c'est l'analyse géopolitique assez universellement partagée par les commentateurs et les élites²⁹), l'opinion publique française se construit d'abord en regardant vers Londres, avant de considérer le Rhin, à la fin de l'été 1840. Les pages des journaux apostrophent Palmerston avant Metternich ou le nouveau roi de Prusse, Frédéric-Guillaume IV. Aussi bien la germanophobie française de 1840 est-elle seconde : postérieure à la francophobie allemande, et construite par l'addition de l'anglophobie traditionnelle et l'anglophilie déçue. Si l'on s'est agacé, beaucoup, dans la presse française, des puissances allemandes, c'est d'abord parce qu'elles avaient ruiné l'alliance franco-anglaise ou révélé son inanité. Dans le déroulement de la crise diplomatique, la Prusse et, *a fortiori*, l'Autriche, n'avaient pas d'abord joué un rôle défavorable : au contraire, elles apparaissaient comme des médiateurs entre les positions de Londres et celles de Paris.

C'est l'opinion que Guizot lui-même défendit longtemps, trop peut-être, depuis son ambassade londonienne. Le 23 juin, il écrivait à Thiers que les Prussiens et les Autrichiens pressaient Palmerston de trouver une solution négociée en se rapprochant des positions françaises³⁰. De sorte que, lorsque la Grande-Bretagne parvint à isoler la France, la modération de la Prusse et de l'Autriche servit à justifier la politique anglaise : Palmerston, dans sa presse, ne manqua pas de le souligner, et les journaux français, comme *Le National*, reprirent amèrement ces articles qui les indignaient.

Isolée, la France devait se plier aux décisions du Concert européen, comme les puissances allemandes l'avaient fait en leur temps, dix ans plus tôt, dans la

28 On s'accorde avec les nuances apportées par James M. Brophy au gradient géographique du libéralisme, qui récuse « les anciens modèles relatifs à la modernité politique, qui voulaient voir le progrès marcher d'ouest en est, et hiérarchisaient les espaces selon leur maturité et leur développement politiques. Le simple fait que les formes polonaise, tchèque et hongroise du progressisme aient enrichi le discours politique allemand démontre l'invalidité de l'hypothèse de flux à direction unique » (James M. Brophy, « Dimensions transnationales de la culture politique rhénane, 1815-1848 », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, 2013/1, p. 73-93). Reste que de part et d'autre du Rhin, les représentations comme les situations objectives des institutions le gradient reste orienté d'est vers l'ouest, pour mesurer les progrès du libéralisme à l'époque du Vormärz.

29 Voir, par exemple, la lettre de Royer-Collard au comte Molé du 10 octobre 1840 : « Voilà le monstre de la coalition déchainé ; vous savez si je l'ai pressenti » (*Revue française d'histoire des idées politiques*, n° 27, « Lettres au comte Molé, 1831 à 1844 », 2008/1).

30 MAE, Angleterre, 655, f. 142.

question belge, affirmait le *Morning-Chronicle*³¹. Avec un surcroît de raffinement dans la perfidie, la presse de Palmerston ajoutait que la Grande-Bretagne, elle, aurait joué le jeu, si la France avait réussi à attirer les puissances allemandes sur sa position, comme l'Autriche avait admis en son temps l'arbitrage européen, à Ancône : l'Angleterre « se serait très probablement tenue en repos, en avouant qu'elle avait perdu la partie³² ». Si les Tories attaquèrent leur ancien ami, Palmerston, en regrettant qu'on sacrifiait l'alliance libérale franco-anglaise sur l'autel de l'amitié avec la Prusse et de l'Autriche³³, le *Morning-Chronicle* de Palmerston usa de l'Autriche, « la plus pacifique des pays d'Europe », comme d'une caution morale pour prouver le désintéressement du traité inspiré par la diplomatie anglaise.

174

Bientôt, la déception de la perte de l'alliance anglaise, parce qu'elle sonnait le glas des espoirs de révision des traités par la diplomatie, se mua en agressivité contre les puissances conservatrices de l'Europe centrale, qui polarisaient une bonne part de la frustration patriotique et libérale. De sorte que le traité du 15 juillet, au lieu d'être appelé « traité Palmerston » par la presse française, devint pour *Le National* le « traité Brunow », du nom de l'ambassadeur russe à Londres³⁴.

L'hostilité de l'opinion française à l'égard des gouvernements des Puissances centrales se mesure dans la façon dont les dirigeants, le gouvernement comme le roi, ont cherché à capter le sentiment anti-allemand pour gagner en popularité. Le roi des Français ne fut pas le dernier à nourrir le ressentiment populaire contre les puissances germaniques. Heine, plus cocardier que les Parisiens, enregistrait joyeusement, au début de la crise : « Louis-Philippe semble s'être dépouillé de cette vilaine patience qui endure chaque affront, et qu'il a même pris éventuellement la résolution la plus décisive. Du moins il le dit, et M. Thiers assure qu'il a parfois de la peine à apaiser la bouillante indignation du roi³⁵ ». La diplomatie anglaise confirmait l'information, exagérée par la presse française, d'une audience orageuse des ambassadeurs de Prusse et d'Autriche ; l'ambassade de Grande-Bretagne à Paris envoya au Foreign Office un article du *Siècle* pour infirmer la relation des propos très sévères prêtés au roi, à l'égard des puissances germaniques, avant de concéder :

31 « Elle doit faire comme firent l'Autriche, la Prusse et la Russie, quand la France et l'Angleterre intervinrent pour exécuter la décision de la conférence sur les affaires de Belgique d'une manière qui fut désapprouvée par les trois puissances ».

32 Cité par *Le National* du 25 août.

33 *Le Courier*, autour du 26 juillet, cité dans *Le Courier français* du 28 juillet : sans encore connaître le traité du 15 juillet, le journal anglais regrette ce qui se trame, qui rompt « les derniers liens de l'alliance entre la France et l'Angleterre déjà considérablement affaiblie ».

34 *Le National*, 30-31 juillet.

35 Heinrich Heine, *Lutèce. Lettres sur la vie politique, artistique et sociale de la France*, Paris, Michel Lévy, 1863, le 29 juillet 1840, p.107-108.

Il est vrai cependant que S[a] M[ajesté], dans une conversation privée à laquelle personne n'a assisté, sinon les personnes à qui le Roi parlait, ne s'est pas exprimée avec beaucoup de chaleur au comte Appony et à M. de Werther, et qu'il a dit ensuite à M. de Rothschild [consul d'Autriche, en France] « J'ai dit à ces Messieurs la Vérité ». [...] par quelles voies cela est arrivé jusqu'au public, voilà qui demeure un mystère³⁶.

La presse française fut presque unanime pour aligner le roi sur cette vision de l'opinion. *Le Siècle*, d'Odilon Barrot, qui incarnait la gauche dynastique, gonfla les timides remontrances royales et voulut faire croire à l'opinion que l'hostilité des patriotes au retour de la Sainte-Alliance était partagée par le trône, jusqu'à risquer la guerre ;

Le roi [...] aurait dit entre autres choses à l'ambassadeur d'Autriche : « on a voulu nous éprouver ; on a cru peut-être que nous cèderions à la peur : - on s'est trompé. Je vais vous dire, moi, qui a peu : - c'est votre gouvernement [...] quand c'est la France qu'on insulte et qu'on ose menacer, je sais quel est mon devoir. »

Louis-Philippe collaborait à cette construction : il s'en expliqua devant l'ambassadeur d'Angleterre, se donnant à voir en otage de son opinion comme un serviteur de la politique britannique, quitte à justifier la frustration de la première et le mépris de la seconde :

Le Roi m'a demandé de lui faire la justice de reconnaître que depuis qu'il était sur le trône, la politique de son gouvernement avait toujours été des plus pacifique, et que ses efforts avaient toujours tendu à retenir l'impétuosité belliqueuse [*warlike impetuosity*] du peuple français, mais un Roi de France [*sic: King of France*] qui dans les temps présents se mettrait en opposition au courant du sentiment populaire, quand il devient fort et général, aurait peu de chance de conserver sa couronne ; quelques puissent être ses désirs, il doit donner satisfaction à l'opinion publique [*give way to public opinion*]³⁷.

Même un journal catholique d'un libéralisme très tempéré, comme *L'Univers*, évoluait dans le climat patriotique de la presse de gauche, joignant sa voix à la clameur germanophobe et belliqueuse. Les propos que le journal catholique prêtait au roi, face à l'ambassadeur de Prusse, privilégiaient l'esprit national aux solidarités religieuses transnationales, avec des accents aussi cocardiers que *Le Siècle* :

³⁶ PRO, FO27, 605, dépêche du 31 août 1840.

³⁷ PRO, FO 27, 604, dépêche de l'ambassadeur Grandville, le 7 août 1840.

Le roi votre maître, monsieur l'ambassadeur, prend de singuliers moyens pour me donner des témoignages de bonne amitié; il signe un traité outrageant pour la France! Il se met à la merci d'un cerveau brûlé comme celui de Lord Palmerston pour troubler la paix du monde! et tous vos journaux censurés de l'Allemagne s'évertuent à me représenter comme décidé à me soumettre à la paix à tout prix! Eh bien, monsieur l'ambassadeur, je vous charge de dire à votre maître que l'on s'abuse étrangement sur mes sentiments, et je prouverai à l'Europe que je suis le roi des Français³⁸!

À l'ambassadeur d'Autriche, Louis-Philippe aurait, selon le journal catholique, exprimé des vues non moins martiales : « J'avais compté sur [M. de Metternich] pour m'aider à sauver la paix du monde, mais je ne me lie plus qu'à l'épée de la France... »

176 En prenant cette position plus nationale que religieuse, les catholiques français s'isolaient des catholiques européens et de l'épiscopat, ce qui provoqua d'ailleurs une crise au sein de la rédaction. Cela ne signifie pas que l'opinion française ne pouvait plus épouser une opinion européenne. Mais cette OPI devait, pour sympathiser avec l'opinion française, se construire selon des catégories exclusivement libérale et nationale, qui correspondaient à une frange de l'opinion allemande infiniment plus étroite que ne l'imaginaient les patriotes français. Depuis 1815, le sentiment national, dans l'espace germanique, évoluait à distance du modèle jacobin, tout politique, de la nationalité, en faveur d'une conception romantique, où les dimensions culturelles, voire ethniques, l'emportaient sur le libéralisme de la citoyenneté à la française.

Aussi, à lire la presse française, une opinion presque unanime pressait-elle le gouvernement de Juillet de mener une guerre de conquête et de libération sur le Rhin, faute de pouvoir compter sur Londres pour défaire l'ordre de 1815. L'inédit, dans cette construction de l'opinion, c'est que la presse gouvernementale, elle-même, prétendait suivre le vœu de l'opinion. *Le Temps*, de Thiers, s'appuyait sur la ferveur manifestée par le peuple parisien à célébrer les dix ans de la révolution de Juillet, pour justifier sa politique de résistance au traité de Londres :

Les ennemis de la France ont pu se convaincre qu'en elle vit encore ce puissant esprit de nationalité qui la fit si longtemps redouter et qui doit encore la faire respecter par l'Europe entière. [...] Soutenu par ces grandes manifestations de l'opinion publique, le gouvernement n'a pas hésité à lui donner satisfaction, en

38 *L'Univers*, 30 août 1840.

activant les mesures que commandent, au milieu des circonstances actuelles, l'honneur et l'intérêt du pays³⁹.

Mais la presse de gauche n'entendait pas que l'opinion publique soit instrumentalisée. *Le Capitole*, bonapartiste, la considérait, non pas comme un levier, entre les mains de Thiers, pour obtenir mieux de Londres, à l'instar d'une partie de la presse modérée, mais plutôt comme un moyen de pression sur Thiers, pour l'obliger à une politique belliqueuse sur le Rhin (« Guerre pour guerre, nous avons toujours eu plus de goût pour une campagne sur le Rhin que pour une campagne en Afrique »). L'opinion, plutôt que les Chambres, obligerait le gouvernement à faire la guerre, selon le journal : « C'est à l'opinion publique seule que le ministère doit s'adresser, en supposant que par la vigueur de sa politique il réussisse à se faire pardonner son dévouement passé à cette alliance anglaise si antipathique à l'esprit national et dont nous recueillons aujourd'hui les fruits amers⁴⁰ ».

Le National se positionna sur la même ligne : « savez-vous ce qu'aurait fait un gouvernement digne de ce pays ? La mobilisation serait faite, une armée de cent mille hommes irait chercher son champ de bataille sur le Rhin⁴¹ ».

Le Siècle, plus modéré, mêla sa voix au chœur unanime, au début de la crise : « nous nous croirions coupables, dans un moment où l'union des citoyens et du gouvernement est plus que jamais nécessaire, de ne pas rendre justice à l'attitude pleine de dignité que le roi des Français a prises devant l'étranger ». Et de s'agacer contre la presse autrichienne qui cherchait à diviser l'opinion publique française : « *La Gazette d'Augsbourg* appartient corps et âme à l'Autriche. [...] Nous engageons vivement nos concitoyens à se tenir en garde contre les journaux étrangers qui cherchent à semer la division parmi nous ». Pour la presse libérale, en dépit de la variété des conceptions de politique intérieure, la libre expression de l'opinion publique n'était pas un facteur de division mais, au contraire, le fondement de la puissance française à l'extérieur :

[Le cabinet anglais] a méconnu la France, lorsqu'il a pensé que toutes ses querelles de parti et toutes ses dissensions intérieures ne s'effaceraient pas momentanément devant une question d'honneur national posée d'une façon aussi nette et aussi précise. Il a méconnu la France lorsqu'il a pensé que son gouvernement, si docile qu'il se soit montré jusqu'à présent aux exigences de l'intérieur, ne serait pas

39 *Le Temps*, 3 août 1840.

40 *Le Capitole*, 28 juillet 1840.

41 Cité par le vicomte de Guichen, *La crise d'Orient de 1839 à 1841 et l'Europe*, op. cit., p. 382, repris par Marc Thuret, « La crise du Rhin et le malentendu franco-allemand (1839-1841) », dans Gilbert Krebs (dir.), *Aspects du Vormärz. Société et politique en Allemagne dans la première moitié du XIX^e siècle*, Asnières, Institut d'allemand d'Asnières, 1984, p. 53.

invinciblement entraîné à faire dans cette circonstance solennelle, tout ce que commanderaient l'intérêt et l'honneur du pays. Le cabinet anglais a méconnu la France, parce qu'il ignore sans doute avec quelle impatience elle supporte le joug des traités de 1815, et le souvenir de la double invasion qui les lui a imposés⁴².

178

Les premiers jours de la crise donnèrent raison au journal bonapartiste puisque, contrairement à ce que prétendait Heine, la voix de la droite légitimiste ne manqua pas au chœur hostile aux gouvernements des puissances germaniques. La presse ministérielle pouvait se réjouir que l'excitation nationale et germanophobe unifiât le pays⁴³. Du côté légitimiste, le renfort le plus spectaculaire vint de Chateaubriand. Une longue tribune parue dans la *Gazette de France*, plaida, à l'égal du *National* ou du *Capitole*, pour « faire modifier de gré ou de force les odieux traités de Vienne », dont toutes les Puissances sont sorties renforcées, à l'exception de la France. La politique allemande que préconisait Chateaubriand, apparentée au « Grand dessein » de Polignac, n'était pas timide, si sa stratégie, pan-catholique, différait évidemment de l'évangile libéral du *National*: « De véritables hommes d'État ménageraient la réunion à la France des cercles catholiques du Rhin, et prépareraient une transaction d'autant plus durable qu'elle aurait lieu par l'idée civilisatrice, la religion ». Son moyen ? Un renversement d'alliance, de Londres vers Saint-Pétersbourg. Et de conclure : « Nous, nous voulons avoir la ligne du Rhin depuis Strasbourg jusqu'à Cologne. Telles sont nos justes prétentions »⁴⁴. Les journalistes de la *Gazette* renchérirent, en soulignant toutefois la responsabilité de la monarchie de Juillet dans l'échec d'une telle ambition.

Parmi les voix discordantes, *La Quotidienne*, autre titre légitimiste, qui se voulait populaire tout en vomissant la démocratie, craignit une guerre de principes, qui isolerait la France dans ses aventures germaniques. Ce légitimisme moins aventureux n'appréciait pas que le gouvernement s'appuyât sur l'opinion : « pour préparer la guerre, il n'est pas nécessaire de venir sur la place publique, d'y compter en quelque sorte les millions qu'on peut dépenser, d'y passer ses troupes en revue⁴⁵ ».

⁴² *Le Capitole*, 7 août 1840.

⁴³ Un journal ministériel cité par *Le Capitole* du 2 septembre se félicite : « le mot d'ordre a été donné aux légitimistes de mettre à profit les éventualités de guerre. Ils doivent solliciter ou reprendre leurs positions politiques, surtout les militaires, les dangers du pays servant de prétexte pour se décider à prêter le serment qu'on refusa lorsqu'on ne croyait pas à la durée de l'ordre établi par la révolution de juillet. Au ministère de la Guerre, de nombreuses demandes de rappel en activité viennent à l'appui de ces renseignements ».

⁴⁴ *Gazette de France*, 24 août 1840. Dans les *Mémoires d'outre-tombe*, Chateaubriand assure : « si j'eusse été maintenu au pouvoir, j'aurais reporté nos frontières aux rives du Rhin » (3^e partie, livre 25, chapitre 6).

⁴⁵ *La Quotidienne*, 1^{er} août 1840.

Reste que l'apparente communion entre l'opinion, dite de façon presque unanime par la presse, et les dirigeants explique la déception causée par la politique étrangère très traditionnelle qu'orchestra finalement Thiers en direction du monde germanique, pour essayer de forcer l'encerclement diplomatique. L'ambassade britannique à Paris enregistra la rage de la presse française lorsqu'elle eut vent du recours à cette méthode, et de son échec :

Les journaux font généralement état d'une mission de Saint-Aulaire dans son poste dans le but d'obtenir l'accord du prince Metternich, pour un Plan qui aurait fait de la France la médiatrice dans la question orientale, mais qui aurait complètement échoué dans son objet⁴⁶.

Le National déplorait le choix, pour cette mission déplacée, d'un homme de l'Ancien Régime, en discordance avec la France démocratique en train d'advenir, dont la force résidait dans la capacité à se saisir collectivement des affaires étrangères :

Quelle force peut avoir un pareil homme ? Toute sa vie, toutes ses tendances ne sont-elles pas pour l'aristocratie ? et quand il s'agit de représenter devant la veille monarchie autrichienne une révolution qui veut être respectée, peut-on raisonnablement se fier à un marquis qui voit toutes les choses nouvelles de mauvais œil, au beau-père, enfin de M. de le duc de Decazes⁴⁷ !

Pour autant, la presse libérale n'espérait pas que le mécontentement de l'opinion publique débordât l'espace public virtuel, pour se muer en insurrection populaire. Le gouvernement se méfiait du peuple, émoussé par dix années d'une monarchie faussement libérale :

A-t-il confiance dans votre sincérité ? Ne l'avez-vous pas assez dupé, trompé, écrasé depuis dix ans ! [...] vous parlez de guerre ! Non ! non ! vous ne la ferez pas. Vous ferez des démonstrations pour l'éviter ; vous vous servirez encore de ces vibrations de l'indignation publique pour faire reculer la Prusse et l'Autriche⁴⁸.

Bientôt, l'ensemble de la presse d'opposition, à gauche comme à droite, douta de la résolution belliqueuse de Thiers. *Le Commerce*, fin juillet, la *Gazette de France*, début août, dissipèrent l'espoir d'une révision des traités, faute d'une résolution chez Thiers, à porter la guerre sur le Rhin et de la possibilité que l'opinion se sentît encouragée à se muer en peuple en armes, menant une guerre de « propagande ».

⁴⁶ PRO, FO 27, 605, dépêche du 21 août 1840.

⁴⁷ *Le National*, 29 juillet 1840.

⁴⁸ *Le National*, 28 juillet 1840.

La surveillance d'État confirme cette absence de crainte : aucune mention, dans les rapports de police ou de justice, de manifestations publiques contre l'Allemagne. Il est vrai que ces rapports sont un baromètre peu sensible : la Préfecture ne voulait pas inquiéter le pouvoir mais démontrer sa capacité à maintenir l'ordre.

Sinon des actes, des paroles belliqueuses furent prononcées dans la foulée des propos de Thiers, notamment dans les banquets républicains, où la frontière du Rhin activait mieux l'imaginaire que les rives de la Syrie. Au banquet de Châtillon du 31 août, dont toute la presse radicale se fit l'écho, de nombreux toasts furent portés à l'armée et aux victoires attendues sur le Rhin, en cas de coalition antifranaise. Un officier de la garde nationale porte un toast « à l'armée », contre « la sainte alliance » qui s'est réveillée :

L'héroïque *Marseillaise* retentira sur les Alpes et au bord du Rhin, et fera courir un patriotique frémissement dans les rangs de nos soldats. (Bravos! bravos!). Les vieux combattants de la République et de l'Empire applaudiront aux victoires de leurs enfants, et Waterloo sera vengé (nouvelles acclamations)⁴⁹.

Quelques jours plus tard, le 5 septembre, au banquet de la Châtre, un orateur boit

À l'abolition des traités de 1815! (Tonnerre d'applaudissements) [...]

La France qui s'est sentie blessée dans sa dignité redemande ses lignes naturelles de défense, elle demande l'unité libre de l'Allemagne [...]. La guerre! la guerre donc, puisque la sainte alliance nous y provoque!

(oui! oui!)

Louis XIV l'aurait déjà résolue, Napoléon l'aurait déjà déclarée, la République l'aurait déjà commencée.

À l'abolition des traités de 1815! (Bravos prolongés)⁵⁰.

En dépit de cet enthousiasme patriotique, l'opinion française se découvrait, dans le miroir de la presse allemande, comme une force toute virtuelle, sans prise sur la politique des cabinets. Début août, *Le Constitutionnel* et *Le National* rapportent un article du *Mercur de Souabe*, « où il est dit que, ni l'Autriche, ni la Prusse n'ont songé à faire des préparatifs dans la prévision que le traité de Londres déterminerait le cabinet français à porter des troupes sur la frontière du Rhin ». Le journal de Thiers s'en trouva rassuré ; le journal bonapartiste craignit un piège et signala aux gouvernements allemands que le triomphe de l'opinion publique dans l'élaboration de la politique française signerait leur défaite :

⁴⁹ *Le National*, 1^{er} septembre 1840.

⁵⁰ *Le Capitole*, 12 septembre 1840.

Vraiment la Prusse et l'Autriche ne demanderaient pas mieux que de n'avoir à traiter qu'avec le cabinet français, toujours très disposé à des arrangements amiables dont le pays ferait les frais. Il en serait tout différemment pour ces puissances, si elles avaient à compter avec l'opinion de la nation française⁵¹.

Le National enregistrait des signes convergents : outre-Rhin, on ne craignait pas que l'opinion publique française se muât en peuple en armes. Le 15 août, le journal rapporta une correspondance de Vienne, datée du 5 août, publiée par la *Gazette d'Augsbourg*. Elle affirmait : « Les bruits de guerre qui circulent dans les journaux français ne trouvent pas d'écho ici ».

Les patriotes se consolait de cette absence de crainte en espérant, contre toute raison, que les peuples germaniques voulaient moins d'une guerre avec la France qu'une liberté à la française. *Le National* du 29 août publia une correspondance de Berlin, datée du 21 août, qui représentait ainsi l'opinion prussienne :

On aimerait mieux voir le nouveau roi accomplir dans l'intérieur de son pays tout ce qui a été promis et n'a pas été fait par son prédécesseur, que de se jeter au milieu d'un conflit qui, en aucun cas, ne pourra profiter, au moins directement, à ses états. Frédéric IV n'a pas assez consulté ces vœux quand il a cédé à l'entraînement de ses propres passions ou aux suggestions de la Russie.

Mais le peuple ne sortait pas de l'opinion ; le verbe ne se faisait pas action, pour forcer le gouvernement à porter la guerre sur le Rhin. La surveillance des autorités judiciaires, qui observaient un regain de pétitions pour une réforme électorale, laisse imaginer que cette exigence se liait pourtant à la frustration de la politique menée par le gouvernement en Afrique comme en Europe. En septembre 1840, la réforme électorale devenait plus urgente pour que le peuple pesât dans la délibération, comme en témoigne la pétition publiée par *Le National* et *Le Journal du peuple*, relayée par différents « comités réformistes » et banquets radicaux :

De toutes parts les cris de réforme se sont fait entendre et s'il y a des circonstances qui soient de nature à exiger une prompt application du principe de la souveraineté du peuple, ce sont sans doute celles où, comme aujourd'hui, le pays se trouve placé en face de la Sainte-Alliance, exposé aux insultes et aux attaques du cabinet étranger⁵².

51 *Le National* du 8 août 1840 citant également *Le Constitutionnel*.

52 AN, BB 18, appel à recueillir des signatures datant du 3 septembre 1840 transmis par le ministère de la Guerre au Garde des Sceaux le 19 septembre.

Faute que l'agitation de l'opinion radicale suscitât une réforme, renouvelant le jeu électoral en faveur d'une politique belliqueuse, faute d'inspirer une crainte qui fit reculer les princes allemands, l'opinion française fut-elle capable de susciter une OPI qui lui fût favorable ?

Contrairement aux représentations de la presse française, l'Allemagne officielle se mobilisait et se coordonnait face à la menace d'une guerre : Frédéric-Guillaume IV signa un traité préalable avec l'Autriche qui définit une stratégie commune en cas de guerre ; il mobilisa des troupes en Rhénanie ; il coordonna la stratégie militaire à Vienne et négocia la construction de places fortes à Ulm et Rastatt. Les diplomates français en rendirent naturellement compte à Thiers ; pourquoi l'opinion française ne le sut-elle pas ? Elle était peu informée des affaires germaniques : la connaissance de l'allemand n'était pas répandue chez les journalistes français, qui traduisaient plus volontiers les journaux anglais. De sorte que l'opinion vécut la crise, abusée par le mythe d'une francophonie et d'un attachement des provinces rhénanes à la France. L'asymétrie est frappante, entre l'image que l'opinion française se faisait d'une OPI en sa faveur, en Europe, et dans le monde germanique en particulier, et la réalité quasi inexistante d'une telle OPI en Allemagne.

182

Oui, une OPI se dessinait dans toute l'Europe où la France avait déjà porté le ferment libéral, voulait croire *Le Temps* du 4 août, qui confessait le dessein de Thiers :

à la faveur d'une guerre, les peuples qui gémissent dans l'oppression secoueraient le joug antinational qui pèse sur eux, et s'appuieraient pour cela sur les sympathies de la France qu'ils savent leur être acquises. Cela est vrai pour l'Italie, pour l'Irlande, pour la Pologne, pour le Hanovre, pour d'autres pays encore.

Le Temps précisait que cette sympathie d'une OPI, voire d'un peuple prenant les armes contre ses gouvernements, ne serait pas possible si la France affichait des ambitions territoriales, sur le Rhin ou ailleurs : « Aussi est-ce avec peine que nous avons vu certains esprits arriérés se parquer dans les idées et les traditions de la République et de l'Empire, menacer d'un envahissement, et même d'une réunion, les populations du Rhin ».

Et *Le Temps* d'appeler à la modération les « quelques organes de presse française » qui donnaient le sentiment contraire, justifiant la propagande anglaise, mobilisant une OPI francophobe sur le thème de la France belliqueuse :

La pensée de la presse anglaise est facile à deviner. Elle voudrait amener contre la France les antipathies nationales des peuples, afin que ceux-ci se fissent, comme en 1814, solidaires de leurs gouvernements et oublieux de leurs griefs. Pour

seconder cette tactique, on voudrait bien faire accroire aux peuples que la France médite de nouveaux envahissements, de nouvelles conquêtes.

La plupart des titres de gauche, de fait, prenaient la précaution de signaler qu'une France en armes libérerait les peuples, sans chercher à annexer des territoires. Victor Considerant ne doutait pas de la sympathie de l'opinion allemande dans la crise d'Orient, certain que l'Europe centrale et méridionale était appelée à s'unifier sous le drapeau de l'alliance franco-allemande :

Cette Alliance, et son But, si éminemment humain, ne pourraient donc manquer de rencontrer la plus vive popularité dans toute l'Allemagne. Nous en appelons au sentiment germanique lui-même, et nous ne craignons pas qu'il démente cette assertion⁵³.

Pour *Le National*, ce n'est pas la France qui s'était montrée belliqueuse, dans l'affaire d'Orient, mais les puissances conservatrices, qui en prenaient prétexte pour réduire le foyer français d'une OPI libérale :

Plus nous avançons, plus nos idées deviennent envahissantes ; on a beau s'armer contre elles de lois de police et de tarifs de douanes, elles pénètrent, malgré tous les efforts [...] elles sont une menace perpétuelle contre les constitutions aristocratiques et despotiques du continent. [...] Ce n'est pas à propos de l'Orient que [la Prusse] est intervenue, c'est à propos de la France et contre la France. Elle n'a pu voir dans ce traité qu'un nouvel essai de Sainte-Alliance dirigée contre les idées révolutionnaires, et dès lors elle s'y est associée⁵⁴.

Le plus illusionné, peut-être, des journaux de gauche, était aussi le plus conséquent : la crise passée, le journal souhaitait encore « que [l'Allemagne] s'émancipe et se constitue, qu'elle proclame sa nationalité et son indépendance, c'est là notre vœu le plus cher, notre intérêt le plus pressant⁵⁵ ».

Du reste, en dépit de son optimisme, le journal savait que l'opinion française, fût-elle chauffée à blanc (« il n'est pas étonnant que l'alliance des quatre puissances absorbe aujourd'hui l'attention publique, car rien d'aussi grave ne s'est présenté depuis dix ans »), ne suffirait pas, en 1840, à provoquer à une guerre nationale et libérale, opposant les peuples à leurs souverains. Louis-Philippe demeurait l'allié objectif des puissances conservatrices de l'Europe centrale :

La révolution française, dans les mains de Louis-Philippe, jette-t-elle des brandons incendiaires sur les autres états ? A-t-il fait tout ce qu'il fallait pour

53 V. Considerant, *De la politique générale et du rôle que la France joue en Europe*, op. cit., p. 87.

54 *Le National*, 30-31 juillet 1840.

55 *Le National*, 18 novembre 1840.

les forcer à recourir aux armes? [...] Non, la Prusse et l'Autriche ne sont pas si folles que de s'insurger ainsi contre la monarchie de Louis-Philippe, qui les a protégées. Le temps de la guerre viendra pour elles, mais il n'est pas venu, et le pouvoir actuel l'a bien compris⁵⁶.

Le National persévérerait pourtant dans son rêve d'une OPI qui permettrait aux peuples de s'affranchir du bellicisme d'État, en faveur d'une démocratie des peuples, meilleure garantie de la paix et de la civilisation : « Dans les temps plus ou moins éloignés, l'Occident civilisé sera menacé par une barbarie nouvelle. La France et l'Allemagne unies, associées, opposent à ce torrent soixante millions d'hommes libres ».

184

La lecture de la presse allemande est loin de justifier l'espoir de l'opinion française de susciter une OPI alignée sur des espérances qui semblaient contradictoires outre-Rhin : les provinces rhénanes à la France et l'unification du reste de l'Allemagne. Mais la presse française put essayer de s'en convaincre, sur la base de quelques articles isolés. Sagnac relève un article de l'*Augsburger Zeitung* du 25 octobre, qui admet que la France a des raisons de se trouver offensée par un système qui l'isole – avant d'évoquer des « mesures de précautions » allemandes, à savoir la mobilisation de deux corps d'armée par la Prusse, qui en portait un à Coblenche⁵⁷... On peut trouver quelques exemples d'articles, pris dans l'étroite frange des libéraux exilés en France qui, tel celui du Dr Rauschenplatt de Strasbourg, observent que « la France a plus de motifs de plaintes contre l'Allemagne que celle-ci contre la France ». Toutefois, pour cet auteur très avancé, si la France est en droit d'attendre de l'opinion allemande « une certaine neutralité », elle ne doit pas espérer de « coopération ».

Des intellectuels allemands, comme Jakob Venedey, ont espéré, avec Heine, une alliance entre les peuples de France et l'Allemagne, unis par des penchants profondément démocratiques ; mais Venedey lui-même constatait, non sans amertume, que les libéraux allemands voyaient désormais la France comme une puissance conquérante plus que libératrice. Il reconnaissait que la France ne saurait conquérir le Rhin sans perdre la sympathie de l'Allemagne.

⁵⁶ *Le National*, 30-31 juillet 1840.

⁵⁷ P. Sagnac, « La crise de l'Occident et la question du Rhin », art. cit., p. 101-102.

L'OPSI FRANÇAISE A CONTRIBUÉ À RENFORCER LE SENTIMENT NATIONAL ALLEMAND EN PRENANT CONSCIENCE D'ELLE-MÊME

Dans l'opinion française, seule la droite légitimiste prit conscience que la crise de 1840 était l'occasion d'une profonde mutation du libéralisme allemand, résumée par ce constat de Jakob Venedey : « La patrie avant tout, et, hélas, s'il le faut, aux dépens de la liberté ! Voilà l'idée dominante de toute l'Allemagne⁵⁸ ». La *Gazette de France* qui acceptait, avant la crise de 1840, la situation héritée des traités de 1815, après avoir sympathisé avec la flambée de patriotisme hostile aux puissances germaniques, s'agaçait des illusions de la presse bonapartiste :

Le Capitole ignore-t-il que l'esprit national en Allemagne domine tous les sentiments, que tout est changé par rapport à nous en Italie, et que l'aspect de ces deux pays n'est plus le même. L'intérieur de l'Allemagne est hérissé de places fortes, et les lignes du Pô et de l'Adige sont fortifiées de manière à rendre impossible toute invasion rapide dans ces deux pays. La guerre de propagande est donc un rêve, et ce n'est pas là que la France doit chercher sa force.

Pourtant, même la *Gazette* ne prenait pas la mesure de l'hostilité allemande, née de la campagne de presse française. L'écart est étonnant entre la représentation qu'elle se fait de l'état des opinions allemandes et le long mémoire sur l'opinion publique que Bourgoing, le représentant de la France à Munich, présenta à Guizot en décembre 1840 : le libéralisme francophile s'était dissipé dans la crise de 1840 qui avait favorisé la naissance d'un nouveau sentiment national allemand, fondé à l'inverse sur une hostilité à l'égard de la France. Même dans les petits États allemands, constatait le diplomate, « la pensée fédérale fait taire les autres⁵⁹ ».

La presse patriotique, de son côté, s'est-elle complètement aveuglée ? Il semble que la gauche fit plus facilement son deuil d'une Allemagne francophile et libérale, au cours du siècle, qu'une certaine droite bonapartiste, qui perpétua le mythe d'un pays rhénan souhaitant son rattachement à la France. *Le Radical du Lot* évoquait déjà au conditionnel l'existence d'une OPI favorable à la France dans les pays allemands : « Il serait si facile à la France de rappeler les peuples au sentiment de leur force et de leur souveraineté ! [...] Si la studieuse Allemagne ne voulait plus se contenter des utopies dont on la berce impunément [...] alors la France renaîtrait au rôle providentiel qui lui a été assigné ; et [...] sa propagande affranchirait du joug de l'absolutisme les peuples opprimés ». À quelles « utopies » *Le Radical du Lot* pensait-il ? Aux promesses constitutionnelles non

58 Cité par Philippe Sagnac, repris par M. Thuret, « La crise du Rhin et le malentendu franco-allemand (1839-1841) », art. cit.

59 Cité par A. Owsinska, *La Politique de la France envers l'Allemagne à l'époque de la monarchie de Juillet, 1839-1848, op. cit.*, p. 44-47.

tenues, ou aux perspectives d'une Allemagne unifiée? Sans doute le journal hésitait-il entre ces deux perceptions de l'opinion allemande.

Quant à la frange républicaine de l'opinion publique française, travaillée par ses propres utopies d'une démocratisation des relations internationales, qui substituerait au concert des puissances conservatrices un régime de congrès démocratiques, elle s'ouvrait au rêve d'une diplomatie des peuples, qui compensait la réalité du Concert européen tel qu'il maintenait, depuis le congrès de Vienne, la France dans un état de minorité. Ce rêve, porté par Victor Considerant, *Le Temps* affectait de le reprendre à son compte, pour mieux supporter l'amertume du traité de Londres :

Certes, nous sommes fort éloignés de partager toutes les espérances de M. Considerant sur la prochaine union des peuples, cependant [...] les questions marchent rapidement de nos jours ; elles aussi semblent mesurer leur course sur celle du piston de la machine à vapeur. Ce qui n'était qu'une utopie hier, sera demain, peut-être, l'objet de l'engouement de la foule.

186

Cette perspective, relativement lointaine, n'empêchait pas la prise en compte nouvelle, par les dirigeants comme par un peuple plus intéressé que jamais aux affaires étrangères, de la capacité de l'opinion à peser dans la résolution d'une crise internationale. Le chargé d'affaire britannique à Paris assistait à l'éclosion de cette nouvelle capacité avec l'inquiétude bienveillante d'une puissance au libéralisme mieux enraciné :

Pour l'heure, il me semble que le public, en général, agité et incertain, s'ouvre à toute résolution qui pourrait être suggérée, et se trouve certainement travaillée par l'appréhension considérable de sa propre responsabilité et du devenir de l'affaire⁶⁰.

60 PRO, FO27, 605, dépêche du 21 août 1840.

PRÉSENTATION DES AUTEURS

Dominique Barjot

Professeur d'histoire économique contemporaine à l'université Paris-Sorbonne, directeur adjoint du Centre Roland Mousnier (UMR 8596). Ancien président de l'Association française d'histoire économique, il est l'auteur de nombreux ouvrages ou articles de revue, parmi lesquels, récemment : *La Grande Entreprise française de Travaux Publics*, Paris, Economica, 2006 ; (dir.), « Où va l'histoire des entreprises ? », *Revue économique*, 58, n° 1, janvier 2007 ; (dir.), *Deux guerres totales 1914-1918 ; 1939-1945. La mobilisation de la nation*, Paris, Economica, 2011 ; « Les entreprises françaises d'ingénierie face à la compétition internationale », *Entreprises et histoire*, 71, juin 2013 ; avec Harm G. Schroeter (dir.), « Economic Cooperation Reconsidered », *Revue économique*, 64, novembre 2013 ; *Bouygues. Les ressorts d'un destin entrepreneurial*, Paris, Economica, 2014 ; avec Jean-Pierre Chalineet André Encrevé, *La France au XIX^e siècle 1814-1914*, Paris, PUF, 2014 ; avec Michel Figeac (dir.), *Citoyenneté, république et démocratie en France de 1789 à 1889*, Paris, Armand Colin/SEDES, 2014 ; « The Construction Industry in the XXth Century: an International Interfirm Comparison », *Revue française d'histoire économique – The French Economic History Review*, n° 1, septembre 2014 ; avec Harm G. Schroeter (dir.), « La circulation de l'information et des connaissances », *Entreprises et histoire*, 75, juin 2014 ; avec Marco Bertilorenzi (dir.), *Aluminium. Du métal de luxe au métal de masse (XIX^e-XX^e siècle) – From Precious Metal to Mass Commodity (19th-21st century)*, Paris, PUPS, 2014 ; « Cartels et régulation des crises », *Entreprises et histoire*, 75, septembre 2014.

Dušan T. Bataković

Historien et diplomate serbe, docteur en histoire de l'université Paris-Sorbonne. Actuellement directeur de l'Institut des études balkaniques de l'Académie serbe des sciences et des arts de Belgrade. Il a été ambassadeur de Serbie en Grèce, au Canada et en France. Il est l'auteur d'une dizaine d'ouvrages sur l'histoire de la Serbie, de l'ex-Yougoslavie et des Balkans, dont *Kosovo. Un conflit sans fin?*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 2008 ; (dir.), *La Serbie et la France. Une alliance atypique*, Beograd, Institut des études balkaniques, 2010 ; et *Les Sources françaises de la démocratie serbe*, Paris, CNRS éditions, 2013.

Zoltan Bécsi

Après des études dans les universités de Genève et d'Oxford et sa thèse de doctorat à l'HEID de Genève en Histoire des relations internationales sur la diplomatie secrète et le combat des peuples d'Europe centrale pour une confédération en Europe centrale (*Forbiden Federalism, 1918-1921*), il s'est intéressé à la géopolitique (*Le Projet géopolitique de la France pour l'Europe centrale dans les années 1920 et son échec*) et a récemment entrepris des recherches sur la question de la souveraineté (en préparation : *De l'Empire à la Fédération, l'héritage impériale de la Fédération et de l'Union européenne* et *The Order of Malta. From Territoriality to Sovereignty*).

Stéphanie Burgaud

352

Ancienne élève de l'ENS, docteur en histoire de l'université Paris-Sorbonne, maître de conférences à l'IEP de Toulouse. Ses recherches portent sur l'histoire allemande, l'histoire russe et les relations internationales au XIX^e siècle. Elle a publié *La Politique russe de Bismarck et l'unification allemande. Mythe fondateur et réalités politiques*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2010, et, plus récemment, *L'Europe dans la construction politique et identitaire russe*, Paris, Éditions Rue d'Ulm, 2013.

Mathieu Dubois

Agrégé et docteur en histoire de l'université Paris-Sorbonne et de l'Universität Augsburg (Allemagne). Ancien *Fellow* du *Zentrum für Zeithistorische Forschung* (Potsdam), il est actuellement coordonateur du programme franco-allemand ANR-DFG « Les évacuations dans l'espace frontalier franco-allemand (1939-1945) ». Il est chargé d'enseignements à l'université Paris-Sorbonne. Il a notamment publié *Génération politique : les années 1968 dans les jeunesse des partis politiques en France et en RFA*, Paris, PUPS, 2014 (mention spéciale du Prix de thèse du Sénat).

David Gallo

Ancien élève de l'ENS-LSH (Lyon), agrégé et docteur en histoire, ATER à l'université Paris-Sorbonne ; il a soutenu en 2014 une thèse sur *La Fabrique de l'homme nouveau : formation idéologique et conditionnement politique dans la SS (1933-1945)*, sous la direction des professeurs Édouard Husson (université de Picardie) et Dominique Barjot (université Paris Sorbonne).

Philippe Gelez

Maître de conférences à l'université Paris-Sorbonne. Il enseigne la littérature et l'histoire des idées de l'espace ex-yougoslave et dirige un séminaire de

traduction. Après s'être intéressé à l'Islam bosno-herzégovien et balkanique, il a orienté ses recherches sur la question agraire au XIX^e siècle dans ces mêmes régions, ainsi que sur les problèmes liés à l'européanisation.

Jean-Noël Grandhomme

Maître de conférences HDR en histoire contemporaine à l'université de Strasbourg ; conférencier au Collège militaire royal du Canada à Kingston (Ontario) ; membre élu du Conseil national des universités ; membre des comités scientifiques du Mémorial de Verdun, du Mémorial de l'Alsace-Moselle, du Musée de Gravelotte. Publications principales : « *La guerre ne tardera pas* ». *Les Rapports du colonel Pellé, attaché militaire français à Berlin (1909-1912)*, en collaboration avec Isabelle Sandiford-Pellé, Paris, Armand Colin, 2014 ; *Les Alsaciens-Lorrains dans la Grande Guerre*, en collaboration avec Francis Grandhomme, Strasbourg, La Nuée bleue, 2013 ; *Les Soldats inconnus de la Grande Guerre. La mort, le deuil, la mémoire*, co-dirigé avec François Cochet, Saint-Cloud, Soteca-14-18 éditions, 2011 ; *Henri-Mathias Berthelot (1861-1931). Du culte de l'offensive à la stratégie globale*, Ivry, ECPA-D, 2011 ; *Les Malgré-nous de la Kriegsmarine. Destins d'Alsaciens et de Lorrains dans la marine de guerre du III^e Reich*, Strasbourg, La Nuée bleue, 2011 ; *La Roumanie en guerre, 1914-1919 : de la Triplice à l'Entente*, Saint-Cloud, Soteca-14-18 éditions, 2009.

Lothar Höbelt

Professeur d'histoire moderne et contemporaine à l'université de Vienne, spécialiste de l'histoire autrichienne, allemande et britannique, ses travaux portent notamment sur l'histoire politique et constitutionnelle. Parmi ses nombreuses publications : *Landschaft und Politik im Sudetenland*, Wien, Österreichische Landsmannschaft, 2004 ; *Ferdinand III. 1608-1657. Friedenskaiser wider Willen*, Graz, Ares, 2008 ; *Franz Joseph I. Der Kaiser und sein Reich. Eine politische Geschichte*, Wien, Böhlau, 2009 ; *Die Habsburger. Aufstieg und Glanz einer europäischen Dynastie*, Stuttgart, Theiss, 2009 ; *Böhmen. Eine Geschichte*, Wien, Karolinger Verlag, 2012.

Catherine Horel

Directrice de recherche au CNRS (SIRICE). Spécialiste de l'histoire contemporaine de l'Europe centrale, elle enseigne à l'université Panthéon-Sorbonne. Elle est membre de plusieurs organismes internationaux et Secrétaire générale du Comité international des sciences historiques (CISH). Ses recherches traitent des structures sociopolitiques de l'Empire des Habsbourg, de l'histoire urbaine, de l'histoire des juifs. Parmi ses récentes publications, à

signaler : *Cette Europe qu'on dit centrale. Des Habsbourg à l'intégration européenne (1815-2004)*, Paris, Beauchesne, 2009 ; Catherine Horel (dir.), *1908, la crise de Bosnie dans le contexte européen cent ans après*, Bruxelles, Peter Lang, 2011 ; *L'Amiral Horthy, régent de Hongrie*, Paris, Perrin, 2014 ; Catherine Horel (dir.), *Les Guerres balkaniques 1912-1913. Conflits, enjeux, mémoires*, Bruxelles, Peter Lang, 2014.

Rainer Hudemann

354

Professeur d'histoire contemporaine de l'Allemagne et des pays germaniques à l'université de Paris-Sorbonne et professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université de la Sarre (Allemagne). Il a été vice-président de l'université de la Sarre, professeur invité à l'Université hébraïque de Jérusalem, titulaire de la chaire Alfred Grosser et professeur invité à l'Institut d'études politiques de Paris. Ses principaux domaines de recherche portent sur l'histoire allemande et française aux XIX^e et XX^e siècles, sur les relations franco-allemandes, les élites en France et en Allemagne, la politique sociale, les partis politiques, l'intégration européenne, les fascismes en Europe, l'histoire urbaine dans une perspective comparative, les structures de processus de transfert en Europe, les mémoires transnationales.

Emmanuel Le Roy Ladurie

Ancien élève de l'École normale supérieure, professeur émérite au Collège de France, ancien administrateur général de la Bibliothèque nationale et membre de l'Institut (Académie des sciences morales et politiques), Emmanuel Le Roy Ladurie compte parmi les historiens français les plus célèbres. Auteur d'ouvrages traduits dans le monde entier, il fut nommé docteur *honoris causa* de dix-neuf universités. Grand Officier de la Légion d'Honneur et Commandeur de l'ordre des Arts et des Lettres, sa recherche actuelle porte sur l'histoire du climat.

Georgiana Medrea

Maître de conférences qualifié, docteur en histoire moderne et contemporaine de l'université Paris-Sorbonne et de l'université de Bucarest. Sa thèse consacrée aux relations culturelles franco-roumaines dans l'entre-deux-guerres ainsi que ses contributions à des ouvrages collectifs tiennent à la fois de l'histoire diplomatique, de l'art, des institutions littéraires et culturelles. Elle participe depuis 2000 aux travaux du comité d'historiens franco-roumains dirigés par Jean-Paul Bled (université Paris-Sorbonne) et Dan Berindei, vice-président de l'Académie roumaine, publiés dans *Études danubiennes* et *Revue roumaine d'histoire*.

Renaud Meltz

Maître de conférences à l'université de Polynésie française, est l'auteur d'*Alexis Léger, dit Saint-John Perse*, Paris, Flammarion, 2008 (Prix Maurice Baumont). Ses travaux portent actuellement sur l'opinion publique dans les relations internationales. Il prépare à ce sujet un ouvrage à paraître chez Vendémiaire en 2016, *Vers une diplomatie des peuples? L'opinion publique et les crises internationales au premier XIX^e siècle (France et Grande-Bretagne)*.

Edi Miloš

Maître de conférences à l'université de Split, il axe ses recherches sur l'histoire politique et intellectuelle des Croates aux XIX^e et XX^e siècles. Il est l'auteur d'une thèse de doctorat encore inédite *Antun Radić et la genèse du mouvement paysan croate (1868-1905)*, dirigée par le professeur Jean-Paul Bled et soutenue en 2008 à l'université Paris-Sorbonne.

Vojislav Pavlović

Docteur de l'université Paris-Sorbonne, il a été maître de conférences associé dans plusieurs universités en France et en Serbie. Il est actuellement vice-directeur de l'Institut d'études balkaniques de Belgrade. Il a notamment publié *Francuskarevolucija [La Révolution française]*, Beograd, Vidici, 1990; *OSS in Yugoslavia 1941-1944*, Beograd, Center for Serbian Studies, 1997; *Od Monarhije do republike (De la monarchie à la république. Les États-Unis et la Yougoslavie pendant la seconde guerre mondiale)*, Beograd, Clio, 1998.

Guillaume Payen

Docteur en histoire contemporaine, chef du pôle Histoire et faits sociaux contemporains du centre de recherche de l'École des officiers de la Gendarmerie nationale, chercheur associé au Centre Roland Mousnier (UMR 8596), Guillaume Payen a soutenu sa thèse en 2010 sous la direction de Jean-Paul Bled: *Racines et combat. L'existence politique de Martin Heidegger: patriotisme, nationalisme et engagement d'un intellectuel européen jusqu'à l'avènement du nazisme (1889-1933)*. Sa biographie du philosophe sera publiée en janvier 2016 aux éditions Perrin sous le titre: *Les Destins changeants de Martin Heidegger. Catholicisme, révolution, nazisme (1889-2014)*.

André Reszler

Historien, né à Budapest, il a enseigné la littérature comparée et l'histoire européenne de 1968 à 1975 à l'université d'Indiana (Bloomington) et, à partir de cette date jusqu'à sa retraite en 1998, l'histoire des idées et de la culture européenne à l'Institut universitaire d'études européennes où il a succédé à

Denis de Rougemont. Depuis 1998, il est professeur honoraire à la faculté des Lettres de l'université de Genève. À plusieurs reprises, il a été invité à l'université de Montréal et à l'Institut d'études germaniques de Strasbourg. Fondateur de la revue *Cadmos*, il en est le rédacteur en chef de 1977 à 1983. Parmi ses publications, traduites en plusieurs langues : *L'Esthétique anarchiste*, Paris, PUF, 1973 ; *Mythes politiques modernes*, Paris, PUF, 1981 ; *Le Génie de l'Autriche-Hongrie*, Genève, Georg, 1991 ; *Le Pluralisme, aspects historiques et théoriques des sociétés pluralistes*, Paris, La Table Ronde, 2002 ; et *Les Nouvelles Athènes, histoire d'un mythe culturel européen*, Gollion, Infolio, 2004.

Christophe Réveillard

356 Christophe Réveillard est responsable de recherches au Centre Roland Mousnier (UMR 8596) et professeur module européen Jean Monnet (Commission européenne, Programmes et coopération internationale). Docteur en histoire (université Paris-Sorbonne) et diplômé en droit international public (université Paris-Sud), il est secrétaire-général-adjoint du Comité français des sciences historiques et membre de l'Institut international d'études européennes A. Rosmini. Il a notamment publié le *Dictionnaire historique et juridique de l'Europe* (Paris, PUF, 2013) ; *Métiers et statuts sociaux. Les représentations* (Paris, Éditions du CTHS, 2012) ; *La Construction européenne* (Paris, Ellipses, 2012) ; *La Guerre civile perpétuelle. Aux origines modernes de la dissociété* (Perpignan, Artège, 2012) ; (dir.) « Fatalités européennes », *Géostratégiques*, n° spécial, 2012-1 ; *La Culture du refus de l'ennemi. Modérantisme et religion en Europe au seuil du XXI^e siècle* (Limoges, Presses universitaires de Limoges, 2007) ; *Penser et construire l'Europe 1919-1992* (Paris, CNED/SEDES, 2007) ; *L'Américanisation de l'Europe occidentale au XX^e siècle. Mythe et réalité* (Paris, PUPS, 2002).

Benedikt Schoenborn

Senior Research Fellow au *Tampere Peace Research Institute* enseignant à l'université de Tampere, en Finlande. Parmi ses publications figurent les livres *Transatlantic Relations since 1945: an Introduction* (avec Jussi Hanhimäki et Barbara Zanchetta), London, Routledge, 2012, et *La Mécontente apprivoisée: de Gaulle et les Allemands, 1963-1969*, Paris, PUF, 2007 (Prix Duroselle).

Ana-Maria Stan

Docteur en histoire, Ana-Maria travaille comme chercheur à l'université Babeş-Bolyai de Cluj-Napoca (Roumanie). Elle est responsable du Musée historique de l'université. Ancienne boursière de l'Agence universitaire de la francophonie (2002-2004). Sa thèse, soutenue en 2005 et publiée en 2006 (édition roumaine) et en 2007 (édition française), porte sur les relations franco-

roumaines à l'époque du régime de Vichy. Auteur de quelques livres et d'une vingtaine d'articles sur l'histoire du xx^e siècle, ciblant les rapports culturels et la collaboration scientifique et académique entre la France et la Roumanie de 1918 à 1945, ainsi que l'histoire de l'enseignement supérieur roumain pendant l'entre-deux-guerres. En 2012, elle a édité le journal de Jacqueline Jeannel – *Ma Roumanie/România mea*, Cluj-Napoca, Centrul de Studii Transilvane, Academia Română.

TABLE DES MATIÈRES

introduction. Jean-Paul Bled, historien des mondes germaniques en Sorbonne.....	7
Rainer Hudemann.....	7

PREMIÈRE PARTIE

LE VIENNOIS :

DE L'AUTRICHE DES HABSBOURG AUX BALKANS DES NATIONS

L'AUTRICHE-HONGRIE ET LES BALKANS TRAVAILLÉS PAR LES NATIONALISMES AU XIX^e SIÈCLE

L'idée slave et les Croates au XIX ^e siècle Edi Miloš.....	17
Un grand acteur oublié de la scène autrichienne : Le comte Anton von Prokesch-Osten André Reszler.....	27
La Bosnie-Herzégovine entre l'Autriche et la Hongrie (1878-1914) Philippe Gelez.....	35
L'action politique de l'Autriche-Hongrie chez les Albanais dans le <i>Vilayet</i> du Kosovo (Une analyse française de 1902) Dušan T. Bataković.....	47
Les officiers-conjurés serbes : 1903-1914. Programme et convictions politiques Vojislav Pavlović.....	63
Montenegro and the Central Powers 1915-16 Lothar Höbelt.....	79

INFLUENCES DIPLOMATIQUES, CULTURES ET MÉMOIRE DANS UN ESPACE EN RECOMPOSITION AU XX^e SIÈCLE

Le général Paul Venel (1864-1920) et Le rôle de la France dans le rattachement du Monténégro au royaume des Serbes, Croates et Slovènes Jean-Noël Grandhomme.....	97
---	----

Les répertoires français, allemand et autrichien sur les grandes scènes roumaines. Le cosmopolitisme d'une culture nationale (1919-1940) Georgiana Medrea.....	117
Aspects de la Résistance française en Roumanie après 1940. Diplomates, enseignants et écrivains Ana-Maria Stan.....	131
François-Joseph en Hongrie : un lieu de mémoire ? Catherine Horel.....	145

SECONDE PARTIE

L'ALLEMAGNE DE JEAN-PAUL BLED :

DE LA CONFÉDÉRATION GERMANIQUE À LA RÉPUBLIQUE DE BERLIN

360

L'ALLEMAGNE FACE AU CONCERT EUROPÉEN (1815-1918)

Naissance de la germanophobie française ? L'opinion publique et la crise de 1840 Renaud Meltz.....	163
Bismarck et l'Europe, De la mission Alvensleben à la mission Radowitz Stéphanie Burgaud.....	187
Un génie de la prévision : Jacques Bainville dans <i>Les Conséquences politiques de la paix</i> Zoltan Bécsi.....	203
L'Allemagne de Martin Heidegger, ou le patriotisme d'un philosophe apolitique (1889-1933) Guillaume Payen.....	215
Du poids de l'intérêt matériel dans l'adhésion au nazisme. Réflexions autour des thèses de Götz Aly, à travers le cas de la politique d'aide sociale de la SS David Gallo.....	223
Julius Berger (1862-1943) : un entrepreneur allemand et la France Dominique Barjot.....	239

L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE APRÈS LA SECONDE GUERRE MONDIALE

La RFA et les premières communautés européennes Christophe Réveillard.....	265
L'Allemagne et de Gaulle : l'approche de Willy Brandt Benedikt Schoenborn.....	283
Les partis politiques au défi de « 68 » en RFA et en France Mathieu Dubois.....	297

Cartes.....	311
Entretien avec Jean-Paul Bled.....	319
Portrait de Jean-Paul Bled par Emmanuel Leroy Ladurie.....	335
Bibliographie de Jean-Paul Bled.....	339
Directions de thèse.....	349
Présentation des auteurs.....	351
Table des matières.....	359

Totaeptur magnim quaerum ad mod qui desedi ducipsam ipsam, omnima sam is exped que volupta prerest hicil iminctur audam, con explignias doluptis reptam, oditem int doloren esequia con non prat.

Qui alit ut vercim re, illacernatem que et, con cum, solorumet la sanda il minctius.

Untesectis ipsuntion re re, volorro vidus, quosti resequid excerunt ipid utest adi doluptatur, nimpos atur, ut ommossitat.

Aquam, sitat aperum et ad est, sime vento ident fuga. Et enda nullace ratiis vid quibusa pore, omnia quatia doluptat lam, autempore quati blab ium elestion placerum con comnimus autetur sende nestota qui qui ilia volupta tionseq uidigni hillorro enis dicimax imaxim repra quae natistisit ullit alit alia commolo rporrov itiore labo. Itasimust, unt que dolorates dis iurem imus, quideri intions enitatur? Liatest ut at eatatataie delliqui conesedis ut omnitatur solorem santiberum lic tem res eatatur rem velesseque lique odis doluptatis ute con reic totaspel modit quidit doluptae quis anditas incta cum venihic aboriae des am, inverunt faccum quis volenihita dem et exceatus et accus, nit vererup tateporem quia ilitatur as aut am sapedigenem est, ipitate quiae pa sum et, samet porropore dolorio reprempos sit andi rector, alique quatem facest eum esedi ut lab ium sa simagnit, quam estruntem is expernam quibusandae dolutatiam dem exceper iorrovid modia nonsedit discium lam nestiis quatust molupiti as dolupta cullupti ullest aut molor alignimus es untis qui blabor aceatur ad ea voluptieni occullaci soluptatur sam

Illustration : J.M.W. Turner, *L'Inauguration du Walhalla* (détail), huile sur acajou, 1842, Londres, Tate Gallery © akg-images/Erich Lessing

ISBN 978-2-84050-997-4		SODIS F387918	
9 782840 509974			